

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 25 octobre 2023

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13 octobre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VTB

Zone industrielle

route de Faulquemont

57740 Longeville-lès-Saint-Avold

Références : [LONGEVILLE_LES_ST_AVOLD_VTB_2023-10-19_RAPVI_MChE_25524](#)

Code AIOT : 0006201431

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13 octobre 2023 dans l'établissement VTB implanté Zone industrielle route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 10 octobre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a notifié par courriel du 9 octobre 2023 à l'inspection des installations classées qu'un incendie est survenu sur son site le 7 octobre 2023. La visite d'inspection de la société VTB à Longeville-lès-Saint-Avold est consécutive à cet incendie.

Le samedi 7 octobre 2023, à 8h30, le système de détection incendie a transmis par message téléphonique le déclenchement de l'alarme incendie de l'installation au directeur de site. Celui-ci a immédiatement prévenu les services de secours et d'incendie et s'est rendu sur les lieux afin d'ouvrir l'accès aux installations à ces derniers.

À 9h00, les services de secours sont arrivés sur le site de VTB, l'incendie a été éteint aux alentours de 10h30. Les pompiers ont ensuite procédé au déblai de l'installation et à la surveillance du site jusqu'au lendemain matin 8h00.

L'incendie s'est déclaré dans le Hall 3 : stockage des combustibles solides de récupération (CSR) et ne s'est pas propagé au reste des installations. L'exploitant n'a pas été en mesure de déterminer l'origine de l'incendie. Les gendarmes ont récupéré les vidéosurveillances du site afin de déterminer si l'incendie est de caractère criminel.

Selon l'exploitant, les eaux d'extinction ont été confinées dans la zone de rétention du Hall 3 et le volume de ces eaux a été absorbé par le stockage CSR.

L'incendie a généré 50 tonnes de déchets (déchets broyés qui ont été humidifiés, et non valorisables). L'exploitant a déclaré que ces déchets seront évacués vers une installation autorisée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VTB
- Zone industrielle route de Faulquemont 57740 Longeville-lès-Saint-Avold
- code AIOT : 0006201431
- régime : autorisation
- statut Seveso : non Seveso
- IED : oui

La société VTB est autorisée par arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 du 30 janvier 2002 à exploiter une installation de valorisation et de traitement de déchets de bois provenant d'installations classées et de résidus urbains sur le territoire de la commune de Longeville-lès-Saint-Avold.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Prévention des risques accidentels ;
- Prévention des risques chroniques ;
- Suites de l'incendie du 7 octobre 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux	Arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 11.3	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Contrôle de détection incendie	Arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 35.1.1	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
5	Mesures des conditions météorologiques	Arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 36.10	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
8	Prévention de la pollution de l'air	Arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/01/2023, article 1	/	Amende administrative	
9	Rapport d'accident	Code de l'environnement du 20/01/2023, article R.512-69	/	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Rétention des eaux incendie	Arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 37.6	/	Justifications attendues sous 15 jours
7	Pollution des sols et eaux souterraines	Arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 18 et arrêté ministériel du 02/02/1998, article 6bis, IV-a partiel	/	Justifications attendues sous 1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Plan des zones à risques	Arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 35.2.1	Visite du 04/07/2023, proposition de mise en demeure au préfet	Sans objet
3	Système de détection incendie	Arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 35.1.8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté plusieurs non-conformités qui l'amènent à proposer au préfet de mettre l'exploitant en demeure de se conformer aux prescriptions contrôlées dans un délai imparti.

Ces non-conformités portent notamment sur :

- la disponibilité des plans des réseaux ;
- la disponibilité des contrôles et entretien du système de détection incendie ;
- l'absence de manche à air sur le site ;
- l'absence de remise d'un rapport d'accident.

L'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer l'efficacité et le volume de rétention du Hall 3, il est demandé à ce dernier de fournir sous 15 jours les éléments justifiant de la capacité de rétention des eaux incendie du site.

Lors de la visite il a été constaté que des eaux d'extinction incendie se sont écoulées sur le terrain, il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous un délai d'un mois les éléments permettant de justifier l'absence de pollutions des sols et des eaux souterraines. Cette justification pourrait être apportée par des analyses de sols et des eaux souterraines.

La visite a également permis de contrôler la non-conformité ayant conduit à l'arrêté de mise en demeure n° DCAT/BEPE/2023-6 du 16 janvier 2023, pour laquelle l'exploitant disposait d'un délai d'un mois pour se munir d'un système de captation et de traitement des poussières.

L'inspection a constaté que l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2023 susmentionné n'est pas respecté. L'inspection propose d'appliquer une amende administrative.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 11.3
Thème(s) : risques accidentels, plan des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sera établi par l'exploitant et régulièrement mis à jour, notamment après modification notable, et daté. Il sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux de collecte fera apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement et de déversement.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a déclaré à l'inspection que les eaux d'extinction ayant permis à circonscrire l'incendie ont été retenues par la rétention interne du Hall 3, destiné au stockage des combustibles solides de récupération (CSR). L'inspection n'a pas constaté de présence d'eau dans le hangar. L'exploitant a indiqué que les eaux ont été absorbées par le stock de CSR présent dans le Hall 3. Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un schéma des réseaux et des égouts permettant d'identifier le secteur d'écoulement des eaux déversées dans le Hall 3. L'exploitant n'a pas su démontrer que les eaux collectées ne se sont pas déversées dans le réseau d'eaux pluviales non souillées ou vers le milieu naturel. L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 15 jours, les dispositions de l'article 11.3 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé en transmettant à l'inspection un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts mis à jour et daté. L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies par la préfecture de Moselle.

Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Plan des zones à risques

Référence réglementaire : arrêté préfectoral complémentaire du 30/01/2002, article 35.2.1
Thème(s) : risques accidentels, zones à risques incendie
Prescription déjà contrôlée : lors de la visite du 4 juillet 2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant définit, sous sa responsabilité, les zones de l'établissement qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un incendie [...] pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations de l'établissement.</p> <p>Il détermine pour chacune de ces zones la nature du risque (incendie et/ou atmosphères explosives). [...]</p> <p>Il tient à jour et à disposition de l'inspection des installations classées un plan des zones à risques « incendie » [...]. Les zones à risques « incendie » [...] sont matérialisées dans l'établissement par des moyens appropriés (marquage au sol, panneaux, ...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 4 juillet 2023, l'inspection a constaté que l'exploitant ne disposait pas de plan des zones à risques susceptibles d'être à l'origine d'un incendie ou d'une explosion. Dans son rapport, l'inspection des installations classées a proposé une mise en demeure de respecter sous un délai d'un mois les dispositions de l'article 35.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé en tenant à disposition de l'inspection un plan des zones à risques à jour et en délimitant celles-ci par des moyens appropriés.</p> <p>Par courrier du 9 octobre 2023, la préfecture de la Moselle a transmis le contradictoire au projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, l'exploitant disposant de 8 jours à compter du lendemain de la première présentation du courrier pour transmettre d'éventuelles observations. Au 23 octobre 2023, l'exploitant n'a pas émis d'observation au projet d'arrêté préfectoral transmis par la préfecture de la Moselle. Le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé à la signature du préfet de la Moselle.</p>
Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : néant

N° 3 : Système de détection incendie

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 35.1.8
Thème(s) : risques accidentels, système d'alarme
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publiques doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a déclaré que le système de détection incendie a transmis une alerte de déclenchement via une application téléphonique au directeur du site le samedi 7 octobre 2023 à 8h30. L'exploitant a indiqué avoir immédiatement alerté les services d'incendie et de secours. Il s'est ensuite rendu sur les installations pour permettre l'accès au SDIS sur le site. Il a indiqué que les services de secours sont arrivés sur les lieux aux alentours de 9h00. L'incendie s'est déclaré dans le Hall 3 destiné au stockage de combustibles solides de récupération (CSR) .</p>

Type de suites proposées : sans suite
Proposition de suites : néant

N° 4 : Contrôle du système de détection

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 35.1.1
Thème(s) : risques accidentels, système d'alarme
<p>Prescription contrôlée : Les systèmes de détection, de protection, de sécurité et de conduite intéressant la sûreté de l'installation, font l'objet d'une surveillance et d'opérations d'entretien de façon à fournir des indications fiables, pour détecter les évolutions des paramètres importants pour la sûreté et pour permettre la mise en état de sûreté de l'installation.</p> <p>Les documents relatifs aux contrôles et l'entretien liés à la sûreté de l'installation sont archivés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une année.</p>
<p>Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents relatifs aux contrôles et à l'entretien des systèmes de détection liés à la sûreté de l'installation.</p> <p>L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 15 jours, les dispositions de l'article 35.1.1 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé en transmettant à l'inspection, dans un délai de 15 jours, les documents relatifs aux derniers contrôles et à l'entretien des systèmes de détection incendie. L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies par la préfecture de Moselle.</p>
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Mesures des conditions météorologiques

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 36.10
Thème(s) : risques accidentels, mesures des conditions météorologiques
<p>Prescription contrôlée : Au moins une manche à air est implantée sur le site.</p>
<p>Constats : Lors de la visite, l'inspection a constaté que le site ne dispose pas de manche à air. Au vu des éléments demandés à l'exploitant suite à l'incendie du Hall 3 survenu le 7 octobre 2023 et notamment la direction et la force du vent permettant d'estimer la propagation des fumées et les réponses imprécises de ce dernier, il apparaît que ce type de dispositif aurait pu caractériser ces données.</p> <p>L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 15 jours, les dispositions de l'article 36.10 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 susvisé en mettant en place une manche à air sur son site. L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies par la préfecture de Moselle.</p>
Type de suites proposées : avec suites
Proposition de suites : mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Rétention des eaux incendie

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 37.6

Thème(s) : risques accidentels, rétention des eaux incendie
Prescription contrôlée : Pour éviter d'éventuels rejets d'eaux chargées après incendie dans le milieu naturel, l'exploitant réalise des capacités de rétention adaptées d'un contenu total minimum de 120 m ³ .
Constats : L'exploitant a indiqué que le site ne dispose pas de bassin de rétention externe aux installations. Il a déclaré que chacun des bâtiments, constituant les installations suivantes : - Hall 1 : stockage des déchets intrants ; - Hall 2 : tri et broyage ; - Hall 3 : stockage des CSR ; sont pourvus d'une rétention interne et que les eaux incendies ont été retenues dans la rétention interne au bâtiment du Hall 3 lors de l'incident du 7 octobre 2023. Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté de présence d'eau dans le bâtiment. L'exploitant a signalé que celles-ci ont été absorbées par les CSR. Il a été vérifié que le Hall 3 est constitué d'un mur surélevé en béton susceptible de retenir les eaux, cependant au niveau des accès engin, il n'a pas été constaté de surélévation ou de système permettant le maintien des eaux dans le bâtiment. Le Hall 3 étant rempli de CSR le jour de la visite, il n'a pas été permis d'établir que le sol du bâtiment est équipé d'une pente permettant l'orientation des eaux à l'intérieur du Hall 3 et non à l'extérieur. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la capacité de rétention du bâtiment et du bon confinement des eaux. L'exploitant doit transmettre, sous 15 jours, les éléments permettant de justifier de la capacité totale de rétention du site et tout élément technique permettant de justifier que les halls permettent de recueillir et confiner les eaux d'extinction après un incendie.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : néant
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Pollution des sols et eaux souterraines

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 30/01/2002, article 18 et arrêté ministériel du 02/02/1998, article 6bis, IV-a partiel
Thème(s) : risques accidentels, conséquence des pollutions
Prescription contrôlée : <u>Article 18 de l'arrêté préfectoral du 30/01/2002 :</u> Toutes les mesures sont prises par l'exploitant pour éviter de polluer les eaux souterraines. La qualité des eaux souterraines sera surveillée par un système de piézomètres dont l'implantation sera faite à partir d'une étude hydrologique. [...]
En cas de pollution des eaux souterraines par l'établissement, toutes les dispositions seront prises pour faire cesser les troubles constatés.
<u>Article 6bis, IV-a partiel de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation :</u> IV.-a) L'exploitant prend toute disposition appropriée pour protéger le sol et les eaux souterraines. [...]
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a déclaré que lorsque l'incendie du 7 octobre 2023 a été circonscrit, les CSR brûlés dans le hall 3 ont par la suite été disposés sur une dalle en béton située devant le hangar, afin que les services de secours puissent continuer l'arrosage de ceux-ci et éviter la reprise de l'incendie.

<p>L'inspection a constaté que cette dalle est plate, ne permet pas de retenir les eaux et est dépourvue de canalisations permettant l'acheminement pour le traitement de ces dernières. L'exploitant a confirmé que ces eaux se sont écoulées sur le terrain autour de cette plateforme bétonnée. Cet écoulement des eaux d'extinction en dehors de la dalle est susceptible de créer une pollution du milieu environnant (sol et eaux souterraines). Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier que cet écoulement n'a pas pollué les sols et des eaux souterraines.</p> <p>En outre, dans son dossier de réexamen IED de mai 2021, l'exploitant indique que son site dispose de 3 piézomètres, le PZ1 est représentatif de la qualité des eaux en amont du site et les PZ2 et PZ3 permettent de suivre l'impact sur la qualité de la nappe aquifère sous-jacente. L'exploitant précise dans son dossier qu'il effectue des analyses des eaux souterraines 2 fois par an.</p> <p>Au vu de ce constat, l'inspection demande à l'exploitant de transmettre, sous un délai d'un mois les éléments permettant de justifier l'absence de pollutions des sols et des eaux souterraines. Cette justification pourra être apportée par des analyses de sols et des eaux souterraines.</p>
Type de suites proposées : susceptibles de suites
Proposition de suites : néant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Prévention de pollution de l'air

Référence réglementaire : arrêté préfectoral de mise en demeure du 16/01/2023, article 1
Thème(s) : risques chroniques, émission de poussières
<p>Prescription contrôlée : La société VTB, implanté zone industrielle route de Faulquemont à Longeville-lès-Saint-Avold, est mise en demeure de respecter les dispositions : - de l'article 6 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 en date du 30 janvier 2002 modifié dans un délai d'un mois ; - de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-21 en date du 30 janvier 2002 modifié dans un délai de 2 mois.</p> <p><u>Article 6 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 en date du 30 janvier 2002 modifié :</u> Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les émissions particulières diffuses. Les sources d'émissions particulières doivent être combattues à la source par capotage ou par un procédé d'efficacité équivalente. Les sources d'émissions particulières devront être captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage. Plus particulièrement, le hall de déchiquetage et le hall des sciures de bois seront munis de dispositifs d'aspiration des poussières complétés par des filtres à manches. La conception et la fréquence d'entretien des installations d'aspiration doivent éviter les accumulations de poussières sur les structures et dans les alentours. L'efficacité de ces dispositions devra permettre de ne pas dépasser la limite de concentration en poussières des rejets atmosphériques définie à l'article suivant.</p> <p><u>Article 8 de l'arrêté préfectoral n°2002-AG/2-21 en date du 30 janvier 2002 modifié :</u> Des campagnes de mesures des émissions de poussières sont réalisées semestriellement par un organisme agréé selon la norme en vigueur et dans des conditions représentatives du fonctionnement des installations. Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Lors de la visite du 17 octobre 2022, l'inspection a constaté que le dispositif de dépoussiérage n'était plus en état de fonctionnement. La société VTB a été mise en demeure, par arrêté préfectoral n°DCAT/BEPE/2023-6 du 16 janvier 2023, de rendre fonctionnel son dispositif de captation et de traitement des poussières, sous un délai d'un mois, conformément aux dispositions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 janvier 2002, puis de réaliser une campagne de mesures des émissions de poussières dans un délai de deux mois, conformément aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 30 janvier 2002.</p>

Lors de l'inspection du 4 juillet 2023, l'exploitant a remis un bon de commande signé du 26 juin 2023, pour le remplacement complet du dispositif de captation et de traitement des poussières des installations de la société VTB. La mise en service était prévue pour la semaine 39 (du 25 au 30 septembre 2023).

Au vu des mesures prises par l'exploitant, l'inspection a proposé de contrôler, lors de sa prochaine visite, la mise en place du dispositif de captation et de traitement des poussières.

Le jour de la présente visite, l'inspection a constaté que les travaux ont débuté, notamment : le démontage de l'ancien système et la mise en place de la dalle destinée à recevoir le système de traitement des poussières. Cependant, l'exploitant a déclaré que la livraison des différents éléments doit être réalisée le 16 octobre 2022.

Par conséquent, le site ne dispose toujours pas à ce jour de dispositif de captation et de traitement des poussières. La prescription de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2023 susmentionné n'est pas respectée.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de la Moselle de prononcer une amende administrative à l'exploitant pour les manquements constatés.

L'inspection ne propose pas de suite dans l'immédiat pour la mise en demeure relative à l'article 8 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 concernant les campagnes de mesures des émissions de poussières, du fait que le système de captation et de traitement des poussières n'est pas fonctionnel à ce jour. Toutefois il appartient à l'exploitant d'engager des mesures dès la mise en service du système.

La mise en demeure relative aux dispositions des articles 6 et 8 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 reste en vigueur.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : amende administrative

N° 9 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : code de l'environnement du 20/01/2023, article R.512-69

Thème(s) : risques chroniques, rapport d'accident

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le site VTB a subi des incendies les 14 mai 2014, 31 mars 2021 et 7 octobre 2023. La récurrence des incendies est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Par courriel 9 octobre 2023, l'inspection a demandé à l'exploitant qu'un rapport circonstancié qui réponde à l'ensemble des points de la prescription contrôlée, lui soit transmis, ainsi qu'au préfet, sous 15 jours.

Au 23 octobre 2023, l'inspection n'a pas reçu le rapport d'incident.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter, sous 15 jours, les dispositions de l'article R.512-69 du code de l'environnement en transmettant un rapport d'accident pour l'incendie du 7 octobre 2022. L'inspection propose que le contradictoire soit engagé selon les modalités définies par la préfecture de Moselle.

Type de suites proposées : avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours